

SOMMAIRE

- **La CGT et l'Ugict-CGT font leur rentrée sur le Net**
- **Emploi des cadres : le reflux des offres est très marqué**
- **Assurance chômage : + 17,7% de chômeurs indemnisés sur un an**
- **Salaires : les inégalités se creusent**
- **Air France : la compagnie cherche 1 500 départs volontaires**
- **Radio France Internationale : grève spontanée contre les méthodes de la direction**
- **France Télévisions : l'État fait main basse sur 70 millions d'euros**
- **Fraude et évasion fiscale : la CGT demande plus que des déclarations médiatiques**
- **Retraite des femmes : pas touche aux majorations pour enfants !**

ÉDITO

CARTABLE PLEIN POUR UNE RENTRÉE SOCIALE SOUS TENSION



Il y a un an, éclatait une crise dont tout a montré qu'elle ne resterait pas cantonnée à la seule sphère financière où elle avait pris naissance avec le scandale des sub-primes. Causée par un mode de croissance assis sur des quantités de liquidités disponibles pour la spéculation, cette crise n'est pas autre chose que celle du système capitaliste. Depuis lors, les gouvernements du G20, les entreprises n'ont cessé d'en faire payer le prix aux salariés, aux populations. La crise sert de prétexte à une restructuration du paysage industriel qui ne prépare nullement la reprise d'activité. On ne rebâtit pas sur les ruines de l'emploi, sur la disparition des savoirs-faire. Notre pays peut et doit trouver de nouveaux gisements de croissance pour satisfaire des besoins nouveaux, par la création d'emplois qualifiés. Mais nous ne pouvons imaginer une croissance durable et saine sans un tissu industriel qui allie innovation et recherche à des capacités de fabrication. Ce qui est au centre de cette rentrée, c'est bel et bien la question de l'emploi. Mais si chaque salarié se la pose pour lui-même et pour le pays, le Medef lui, de manière caricaturale, semble avoir passé

l'emploi par pertes. C'est ainsi que lors de son université d'été, la semaine dernière, Laurence Parisot assurait que son organisation était « *un espace anti-préjugés. [...] Nous sommes capables de poser toutes les questions : l'éthique, le capitalisme, le profit et l'absence de profit, la croissance et la tentation de la décroissance, la crise, la reprise, le politiquement correct (...), la liberté* ». L'emploi, grand absent des travaux du patronat qui préfère faire sa « *com* » sur des grands sujets philosophiques et sociétaux avec des invités de marque, tout un symbole, alors que tout le monde prophétise une amplification des suppressions d'emplois !

Face au tsunami social de la crise, la réaction unitaire des organisations syndicales a été l'événement social marquant de cette dernière année et il est bien naturel qu'en cette rentrée la question de son prolongement soit sur toutes les lèvres. Pour la CGT, les salariés ont toutes les raisons de se mobiliser de nouveau en cette rentrée pour exiger d'autres réponses que celles apportées par le gouvernement après les grandes mobilisations du premier semestre. Et c'est bien dans cet esprit que la CGT s'est rendue à la réunion intersyndicale. Elle y a notamment proposé de faire du 7 octobre la prochaine journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle. Cette date, coordonnée par la Confédération Syndicale Internationale, a été retenue pour que s'expriment sur l'ensemble des continents les exigences sociales sur l'emploi et les salaires.

« *Ceux qui prophétisent la fin de l'unité syndicale ou l'atonie du mouvement social en cette rentrée au motif que les manifestations du 13 juin n'ont pas eu le succès escompté se trompent* », a insisté Bernard Thibault à l'occasion de la conférence de presse de rentrée de la CGT jeudi dernier. « *Rien n'est écrit d'avance, beaucoup va dépendre de la détermination dont feront preuve ensemble les syndicats en continuant de s'inspirer de la plate-forme revendicative commune.* »

La CGT et l'Ugict-CGT font leur rentrée sur le Net



L@ Lettre électronique de l'Ugict change en cette rentrée. Nouvelle maquette qui annonce dans quelques jours une nouvelle formule du site Internet de l'Ugict-CGT (<http://www.ugict.cgt.fr>).

Au-delà, c'est toute la CGT qui fait sa rentrée sur le Net puisque démarre également ce lundi 7 septembre le site Internet du 49^e Congrès de la CGT (<http://www.congres49.cgt.fr>) qui se déroulera à Nantes du 7 au 11 décembre.

Les internautes, syndiqués ou non trouveront là un espace d'échanges et de confrontation en prise avec l'actualité sociale et revendicative.

Emploi des cadres : le reflux des offres est très marqué

Le marché de l'emploi des cadres a connu un effondrement de plus de 30 % de ses offres sur douze mois depuis juillet 2008.

L'APEC estime que 145 000 recrutements de cadres s'effectueront cette année en France contre 200 000 pour l'an dernier.

Une nouvelle inquiétante alors que 160 000 jeunes diplômés arrivent sur le marché.

Une réalité des faits qui illustre la panne ressentie depuis plusieurs mois par l'économie française.



Assurance chômage : + 17,7 % de chômeurs indemnisés sur un an

Selon les chiffres diffusés par Pôle emploi le 4 septembre, le nombre de chômeurs indemnisés par l'assurance chômage et par l'État a augmenté à 2,42 millions en juillet, soit une progression de 1,6 % sur un mois et de 17,7 % sur un an.

Salaires : les inégalités se creusent

Au cours des dix dernières années, les 0,1 % les mieux rémunérés (environ 13 000 salariés) ont vu leur salaire mensuel brut progresser (inflation déduite) de 19 374 à 24 000 euros, un gain de 28 % soit 5 426 euros.

Pour la plupart des 60 % des salariés les moins bien payés, le gain n'a pas dépassé les 130 euros.



Air France : la compagnie cherche 1 500 départs volontaires



La compagnie a lancé début septembre en Comité Central d'Entreprise (CCE) extraordinaire un plan de 1 500 départs volontaires parmi son personnel, excepté chez les pilotes et les mécaniciens, pour faire face à une baisse de ses activités, tant passagers que transport de marchandises. Elle entend atteindre une réduction de ses capacités de 5 % pour le transport de passagers et de 15 % pour les marchandises.

La CGT, premier syndicat, s'est dite « *soulagée* » que les départs contraints soient écartés, mais « *inquiète* » face à l'objectif élevé de volontaires. Le plan masque, selon le syndicat, de « *lourdes restructurations* » dans les activités cargo et passager, voire une « *volonté d'externaliser* » certains pans d'activité.

La direction ne cache pas qu'elle prépare « une refonte de son réseau moyen-courrier » (moins de cinq heures de vol). Elle réfléchit notamment à supprimer la classe affaires, qui n'existe déjà plus dans les court-courriers (vols domestiques), et éventuellement à appliquer le modèle low-cost, selon plusieurs sources syndicales recueillis par l'AFP.

Radio France Internationale : grève spontanée contre les méthodes de la direction

La grève contre le plan social à Radio France Internationale (RFI), qui avait été suspendue pendant l'été au bout de neuf semaines, a repris « *progressivement* » mardi, ont annoncé dans un communiqué les syndicats SNRT-CGT, SNJ-CGT, SNJ et FO.

Par ailleurs, une centaine de journalistes de Radio France Internationale (RFI) ont cessé spontanément le travail vendredi pour dénoncer les « *méthodes inadmissibles de la direction qui remplace les grévistes par des non grévistes, ce qui constitue une atteinte au droit de grève* ».



France Télévisions : l'État fait main basse sur 70 millions d'euros



Le SNRT-CGT (techniciens) et le SNJ-CGT (journalistes) du groupe France Télévisions ont protesté lundi 31 août contre la volonté de l'État de retenir 70 millions d'euros de la subvention d'équilibre de 450 millions d'euros prévue pour compenser l'arrêt de la publicité après 20 heures sur les chaînes publiques.

Le président de France Télévisions, Patrick de Carolis, a en effet annoncé un excédent de recettes publicitaires de 70 millions d'euros par rapport à ses prévisions pour 2009.

Pour la CGT, ces 70 millions d'euros sont « *nécessaires pour financer le développement de l'entreprise tout en conservant l'emploi* ». Elle estime que le ministre de l'Économie, en cherchant à garder cette somme, veut

« *anéantir les efforts de l'entreprise* », « *démotiver les équipes* » et « *réunir les ingrédients pour une crise sociale de grande ampleur* ». Les inquiétudes sociales sont d'autant plus fortes que les groupes privés TF1 et M6 ont saisi la commission de Bruxelles pour s'opposer à cette dotation de 450 millions d'euros de l'État.

Fraude et évasion fiscale : la CGT demande plus que des déclarations médiatiques

Faisant allusion aux 3 000 contribuables soupçonnés par le fisc de détenir des comptes non déclarés en Suisse, la CGT a demandé dans un communiqué mercredi « *de véritables sanctions* » à l'encontre des fraudeurs au fisc et l'octroi de moyens humains et matériels suffisants pour un contrôle fiscal efficace. « *Y-a t-il une volonté politique de s'attaquer réellement à l'évasion et à la fraude fiscales ? La façon dont le gouvernement entend régler cette affaire et sa politique générale laissent penser le contraire. [...] De véritables sanctions devraient être appliquées pour punir ces fraudeurs, mais le ministre du Budget, Éric Woerth, préfère inviter les contrevenants à se manifester avant le 31 décembre. [...] Quels moyens sont mobilisés aujourd'hui au sein des administrations fiscales et financières pour s'attaquer à l'évasion et à la fraude fiscales alors même que les effectifs sont saignés à blanc ?* », poursuit-elle. Pour la CGT, lutter réellement contre la fraude et l'évasion fiscales implique « *la levée totale du secret bancaire, la lutte contre tous les paradis fiscaux, une harmonisation fiscale européenne, la taxation des mouvements spéculatifs de capitaux et l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'octroi de moyens humains et matériels suffisants pour un contrôle fiscal efficace* ».



Retraite des femmes : pas touche aux majorations pour enfants ?



La CGT a été reçue le 3 septembre 2009 par le Ministre du Travail, Xavier Darcos, dans le cadre des rencontres en vue de la réforme des majorations de durée d'assurance des femmes, qui devrait figurer dans le projet de loi de finances de la sécurité sociale. Le gouvernement se retranche derrière un prétexte juridique de mise en conformité avec un jugement attribuant ces MDA à un homme.

Mais pour la CGT, la justification des MDA est avant tout d'ordre social. Les femmes qui ont eu des enfants se retrouvent, au moment de la mise à la retraite, avec des durées d'assurance beaucoup plus courtes que les hommes et un salaire annuel moyen, servant au calcul de la pension, très inférieur à celui des hommes. L'écart global de pension pour la génération qui part aujourd'hui en retraite est de l'ordre de

30 % avec les hommes. Or les réformes passées, qui ont conduit à l'allongement de la durée d'assurance requise pour le taux plein ainsi qu'à la prise en compte des 25 meilleures années ont accru la pénalisation des femmes. C'est la conjonction de ces différents éléments qui explique le faible niveau de pension des femmes, en particulier de celles qui ont eu des enfants. La position de la CGT est donc de maintenir ce droit dans son intégralité, soit 8 trimestres par enfants, sans condition d'interruption de l'activité (interruption au-delà du congé maternité). La CGT propose que les MDA soient attachées à l'accouchement et à la maternité et qu'une formulation appropriée soit recherchée afin de permettre aux femmes ayant adopté ou pris en charge des enfants de bénéficier des MDA. Elle demande que soit étudiée la situation des hommes ayant élevé seuls leurs enfants. S'il apparaissait que ceux-ci se trouvent statistiquement, lors de la mise à la retraite, dans une situation comparable aux femmes qui ont eu des enfants (durées d'assurances plus courtes et salaires plus bas) et propose que soit étudié un mécanisme leur permettant de bénéficier des MDA. Dans la conférence de presse de rentrée de la CGT, Bernard Thibault a souligné fortement que « *la CGT n'acceptera pas une remise en cause des droits des femmes. Elle invite l'ensemble des salariés et en particulier les femmes salariées à exprimer leurs revendications à l'occasion de la manifestation nationale du 17 octobre pour le Droit des Femmes.* »

Fête de l'Humanité : l'Ugict-CGT sur le « Forum Social »

L'Ugict-CGT et son journal OPTIONS seront présents au stand d'OPTIONS au « *Forum Social* » les 12 et 13 septembre prochain à la Fête de l'Humanité.

Tous les militants et amis de l'Ugict-CGT ont rendez-vous le samedi 12 vers 19 h 30 pour un pot fraternel.

